



Gaza : encore six journalistes tués par l'armée israélienne

Le SNJ, le SNJ-CGT, la CFDT-Journalistes, le SGJ-FO et Reporters solidaires sont scandalisés par la mort de six journalistes supplémentaires, le 25 août dans la bande Gaza, qui travaillaient notamment pour les chaînes de télévision Al Jazeera et NBC News et les agences de presse Reuters et AP. Hossam Al-Masri, Mohammed Salama, Maryam Abu Deqa, Moaz Abu Taha et Ahmad Abu Aziz font partie des victimes d'une attaque de drone de l'armée israélienne sur l'hôpital Nasser de Khan Younès, suivie d'un bombardement aérien. Par ailleurs, Hassan Douhan a été tué le même jour par des tirs de l'armée dans sa tente à Masawi selon le Syndicat des journalistes palestiniens (PJS).

Ces six noms s'ajoutent à l'effrayante liste, établie par la Fédération internationale des journalistes (FIJ) et le PJS, d'au moins 219 journalistes et travailleurs des médias morts à Gaza depuis octobre 2023 ([lire ici](#)), dont un nombre important délibérément ciblés. D'autres sont blessés ou portés disparus. A l'instar de la FIJ et du PJS, nous demandons à nouveau une enquête indépendante.

Le SNJ, le SNJ-CGT, la CFDT-Journalistes, le SGJ-FO et Reporters solidaires rendent hommage au travail des journalistes qui, dans des conditions épouvantables, sont les derniers témoins des massacres et crimes de guerre dont se rend coupable l'armée israélienne à Gaza. Plusieurs ONG, juristes, historiens et experts qualifient depuis des mois la situation dans ce territoire de génocide. L'ONU a officiellement reconnu le 22 août l'état de famine à Gaza, « que les médias internationaux n'ont pas été autorisés à couvrir », dénonce le secrétaire général aux affaires humanitaires de l'ONU, Tom Fletcher, alors qu'elle est suivie en direct « par des drones et la technologie militaire la plus avancée ».

La présence de journalistes sur place est plus que jamais indispensable, alors qu'Israël annonce l'occupation militaire imminente de la bande de Gaza et l'expulsion de sa population. Nous répétons nos exigences d'un cessez-le-feu immédiat, d'une protection des journalistes exerçant à Gaza et d'une autorisation d'accès pour la presse internationale.

Paris, le 27 août 2025.